Zoom
sur

« Dégoogliser » l’éducation ? Le modèle alternatif de PeerTube

Le système éducatif est-il inévitablement dépendant des outils fournis par les Gafam ? Des plateformes de ressources fondées sur des solutions libres comme PeerTube ont été développées pour les enseignants. Quels en sont les atouts et la réception sur le terrain ?

Recevez l'actualité de l'ICP !

Je choisis mes centres d'intérêts

Par Laurent Tessier, Professeur de Sociologie à l'ICP

A écouter en podcast



La guerre des écrans aura-t-elle lieu - Au coeur du savoir

ICP

>> Disponible sur toutes les plateformes d'écoute

A lire aussi :
>> Découvrez tous les articles de nos enseignants et doctorants parus dans *The Conversation*



Glenn Carstens Peters - Unspalsh

THE CONVERSATION CULTURE

Le 7 mars 2026, Médiapart publiait un article intitulé « L'éducation nationale prolonge son contrat avec Microsoft en dépit des risques, et de ses propres consignes ». La France a, en effet, instauré des directives claires en faveur de l'utilisation de logiciels libres et « souverains ». Un mois plus tard, le 8 avril, la direction interministérielle du numérique (Dinum) annonçait ainsi sa sortie de Windows au profit de Linux afin de se « désensibiliser des outils américains ».

Mais est-il réellement possible de mettre fin à la dépendance du système éducatif vis-à-vis des Big Tech (Microsoft, Google, Apple ou encore Open AI pour ce qui est de l'intelligence artificielle) ? Ou, pour reprendre le mot d'ordre de Framasoft, est-il possible de « dégoogliser » l'éducation ?

Depuis plus de dix ans, cette association française s'efforce de produire des solutions, notamment à des fins éducatives, alternatives à celles proposées par Google et les géants de la Silicon Valley. Sa première version a, d'ailleurs, été lancée par deux enseignants du secondaire (de français et de mathématiques), dans le cadre d'un projet initialement intitulé FraMaNet. Ces premières expérimentations se sont par la suite structurées sous la forme d'une association loi 1901, créée en 2004, prenant le nom de Framasoft.

Le lien initial avec le monde de l'éducation restera au cœur de l'association jusqu'à aujourd'hui, Framasoft continuant à se présenter de manière récurrente comme une association « d'éducation populaire ».

Retour sur la création de la communauté Framasoft (TEDx Talks, 2014).

À partir d'un projet initial plutôt tourné vers la curation de solutions existantes, Framasoft va progressivement orienter son action vers le développement d'alternatives concrètes aux Big Tech, et en particulier à Google. Cette dynamique est formalisée en 2014 avec la campagne « Dégooglisons Internet » qui amène Framasoft à proposer jusqu'à 37 applications en ligne, avant de décider un resserrement sur quelques projets phares, dont PeerTube, sur lequel nous avons choisi de mener un projet de recherche récemment publié.

Des plateformes indépendantes mais interconnectées

PeerTube s'inscrit directement au cœur du projet de « dégooglisation » de Framasoft, dans le sens où il s'agit là explicitement de développer une alternative à la plateforme YouTube, elle-même portée depuis 2006 par Google. Du point de vue de l'expérience utilisateur, PeerTube présente ainsi beaucoup de similitudes avec YouTube.

Lorsqu'on se connecte à la page d'accueil d'une instance PeerTube, on découvre un ensemble de vignettes renvoyant à des vidéos, classées par tendances et par thématiques. Si l'on clique sur une vidéo, celle-ci prend l'espace principal de la fenêtre et se lance. Elle est soulignée d'une barre de commandes similaire à celle de YouTube (lecture, pause, vitesse de défilement, activation des sous-titres). On peut commenter la vidéo et la partager par l'intermédiaire d'un lien.

Pour un utilisateur de YouTube, la prise en main de PeerTube est immédiate, puisque ses choix ergonomiques reprennent quasiment trait pour trait les codes de YouTube. L'alternative proposée par PeerTube consiste à rendre possible ce type de pratiques grâce à une application web libre, que l'on peut installer sur le serveur de son choix. Autrement dit, tout internaute (pour peu qu'il dispose tout de même d'un bagage suffisant pour savoir installer un site web sur un serveur), peut grâce à ce système installer son propre « mini-YouTube » libre et y héberger les vidéos de son choix.

Ces instances indépendantes peuvent ensuite être fédérées, c'est-à-dire constituer un réseau. Au contraire d'une gigantesque plateforme à tendance monopolistique, telle que YouTube, PeerTube vise à faire exister une constellation de plateformes indépendantes mais interconnectées.

Il s'agit du même type d'alternative que celle que propose par exemple le réseau social Mastodon vis-à-vis des réseaux sociaux propriétaires comme Facebook ou Instagram : une multitude d'instances libres fédérées plutôt qu'une plateforme propriétaire centralisée, dans une logique dite du « fédivers ».

Faire vivre des « communautés d'utilisateurs »

Quelle est alors la réponse du public à cette proposition alternative ? Les statistiques consultables de PeerTube indiquent pour 2025 l'existence de 1 681 instances en activité, 418 000 utilisateurs, 56 000 commentaires, environ un million de vidéos hébergées (pour un total de 540 téraoctets de données) et 341 millions de vues. On peut donc dire que PeerTube n'en est plus à la simple « preuve de concept ». Il a généré depuis sa création une véritable communauté d'utilisateurs actifs.

On le voit aussi, ces statistiques représentent littéralement une goutte d'eau dans l'océan des vidéos en ligne. Pour rappel, YouTube générerait à lui seul 37 % du trafic Internet mondial. Plus d'un milliard d'heures de vidéo y sont regardées chaque jour. Chaque minute, 500 heures de vidéo y sont mises en ligne. En France, on compte 46,6 millions d'utilisateurs actifs de YouTube chaque mois, dont 19 millions de visiteurs uniques par jour.

Mais l'objectif de Framasoft ne se situe pas dans le fantasme d'une concurrence frontale avec le géant californien. PeerTube vise plus réalistement son adoption par des acteurs qui sont sensibles à sa proposition et à son projet, tels que ceux de l'éducation.

Observons donc à présent la place que peut occuper en France une application libre, telle que PeerTube, dans le périmètre du ministère de l'éducation nationale (MEN). Pour cela, on peut partir de l'action de la direction du numérique pour l'éducation (DNE), notamment *via* deux dispositifs qui y sont impulsés afin de favoriser les pratiques numériques libres et open source : Apps.education et LaForgeEdu.

Depuis 2024, LaForgeEdu propose une forge logicielle de type GitHub, c'est-à-dire une plateforme qui permet de déposer, de partager et de travailler de manière collaborative au développement de logiciels libres. Comme nous l'a expliqué l'un des porteurs de ce dispositif à la DNE, l'objectif de LaForgeEdu est de créer et de faire vivre des « communautés d'utilisateurs » qui associent des enseignants et des développeurs de logiciels libres.

Enjeux politiques et formation continue

LaForgeEdu héberge ainsi, de manière ouverte (mais réservée aux enseignants en poste dans l'éducation nationale), des dizaines de projets visant toutes les disciplines et tous les niveaux, pouvant aller de la génération d'exercices de mathématiques à des livres jeunesse interactifs réalisés par des enseignants.



Page d'accueil des ressources pour le primaire de La Forge des communs numériques éducatifs.

Depuis 202O, la plateforme Apps.education poursuit quant à elle un objectif complémentaire : elle propose des outils développés et hébergés en interne par la DNE, sur des serveurs du ministère de l'éducation nationale. Parmi ces applications, on retrouve justement une instance PeerTube réservée aux enseignants. Elle leur permet de partager avec leurs élèves des vidéos, de manière sécurisée, souveraine et non commerciale.

On voit ainsi à travers cet exemple comment, au sein de l'éducation nationale, l'action volontariste de certains acteurs permet de construire un écosystème favorisant l'accueil d'une solution telle que PeerTube.

Cependant, il ne suffit pas que des outils soient mis à disposition des acteurs pour que ceux-ci s'en saisissent. Au-delà des grandes orientations politiques, il s'agit à présent d'accompagner les enseignants et enseignantes dans le développement de gestes professionnels et d'habitudes numériques vertueuses et sécurisées.

Grâce à un financement européen, nous avons pu travailler dans le cadre d'ateliers spécifiques avec de nombreux collègues et observer leurs pratiques et leurs représentations sur ces questions. Il ressort de ce travail que les enseignants français sont régulièrement sensibilisés aux questions du logiciel libre. Ils ont aussi souvent un regard critique sur les Big Tech états-uniens et leur emprise croissante sur de nombreux aspects de la vie de leurs élèves.

Pour autant, dans le cas de PeerTube, malgré l'existence d'un « terreau idéologique » favorable, nous avons pu constater que l' adoption d'une alternative libre et décentralisée à YouTube restait un enjeu complexe.

Si nous avons pu observer l'ouverture à l'expérimentation d'alternatives pour certains acteurs à la fois technophiles et engagés, nous avons aussi pu mesurer la difficulté d'un déploiement à plus grande échelle face à une solution aussi « naturalisée » que peut l'être YouTube pour un plus grand public, y compris dans le monde de l'éducation.

Au-delà de la mise à disposition de solutions techniques, la question de la formation continue constituera sans doute un levier central pour faciliter ces transformations.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le 7 mai 2026 – Mis à jour le 13 mai 2026

A lire aussi

À LA UNE

CULTURE

THE CONVERSATION

Tous les tags